

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 29 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : taux directeur maintenu à 6,25%
- ❖ Thaïlande : confiance des industriels à son plus bas niveau depuis deux ans
- ❖ Malaisie : excédent commercial réduit de près de moitié au S1 2024 (-44,5% sur un an)

LE CHIFFRE À RETENIR

28%

Part de marché de
TikTok en Asie du
Sud-Est, 2^{ème} après
Shopee (48%)

Région

FMI/BAsD/AMRO : croissance prévue d'environ 4,6% en 2024, inflation autour de 2,3%

Cette semaine, le FMI, la Banque asiatique de développement (BAsD) et le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) ont mis à jour leurs prévisions de croissance pour cette année et l'année prochaine. Le FMI prévoit une croissance moyenne de 4,5% en 2024 et de 4,6% en 2026 pour cinq pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) tandis que, de son côté, la BAsD anticipe une croissance de 4,6% cette année et de 4,7% l'année prochaine pour l'ensemble des dix pays de l'ASEAN. L'AMRO présente les projections les plus optimistes avec une croissance prévue de 4,8% pour l'ASEAN-10 en 2024 et 2025. Pour les six principales économies de la région, les trois institutions internationales s'accordent à dire que la Thaïlande afficherait la croissance la plus faible en 2024, avec des prévisions comprises entre 2,6% (BAsD) et 2,9% (FMI), tandis que les Philippines et le Vietnam enregistraient la croissance la plus élevée, autour de 6%. Selon la BAsD, la consommation, les dépenses en infrastructures et la reprise des exportations (notamment dans l'électronique) devraient soutenir la performance économique de la région cette année. Côté inflation, l'AMRO indique que la prévision dans l'ASEAN a été révisée à la baisse par rapport au début de l'année, à 2,3% (hors Laos et Birmanie), contre 2,7% précédemment, du fait de la baisse des prix des produits alimentaires et d'une inflation importée plus faible. Parmi les risques pesant sur la croissance et l'inflation à court-terme,

l'incertitude créée par les élections dans des économies avancées, en particulier les États-Unis, est soulignée par les trois organisations.

Comparaison des prévisions de croissance (FMI, BAsD, AMRO)						
	2024			2025		
	FMI	BAsD	AMRO	FMI	BAsD	AMRO
ASEAN*	4,5% (-)	4,6% (-)	4,8% (-)	4,6%	4,7% (-)	4,8% (-0,1)
Indonésie	5,0% (-)	5,0% (-)	5,2% (-)	5,1% (-)	5,0% (-)	5,2% (-)
Thaïlande	2,9% (+0,2)	2,6% (-)	2,7% (-0,2)	3,1% (+0,2)	3,0% (-)	3,0% (-0,1)
Singapour	-	2,4% (-)	2,4% (-0,2)	-	2,6% (-)	2,0% (+0,1)
Philippines	6,0% (-0,2)	6,0% (-)	6,1% (-0,2)	6,2% (-)	6,2% (-)	6,3% (-0,2)
Vietnam	-	6,0% (-)	6,3% (+0,3)	-	6,2% (-)	6,5% (-)
Malaisie	4,4% (-)	4,5% (-)	4,7% (-0,3)	4,4% (-)	4,6% (-)	4,9% (+0,2)

* IDN, MYS, PHL, SGP, THA pour le FMI

() variation en pts par rapport à la précédente prévision

TikTok : quadruplement du volume de ventes en 2023

TikTok, entité appartenant au groupe chinois ByteDance, poursuit son expansion dans le e-commerce en Asie du Sud-Est, marché encore dominé par des géants locaux comme Shopee et Lazada. Selon Momentum Works, le volume de marchandises achetées sur TikTok Shop a quadruplé en un an, de 4,4 Mds USD en 2022 à 16,3 Mds USD en 2023. Avec une participation stratégique dans Tokopedia, TikTok est devenu le deuxième acteur du commerce électronique de l'ASEAN, captant 28% de part de marché l'année dernière, dépassant Lazada. Le commerce électronique régional a atteint 114,6 Mds USD en 2023, et Shopee a conservé sa première place avec 48% de part de marché, suivi de Lazada à 16%, et TikTok et Tokopedia chacun à 14%. Le PDG de TikTok prévoit de devenir bientôt le principal acteur indonésien, grâce à son intégration avec Tokopedia et aux promesses d'investissements massifs dans la région. L'effectif de TikTok en Asie du Sud-Est a quadruplé pour atteindre plus de 8 000 employés d'ici 2023, soit à l'échelle de Lazada, grâce à son intégration réussie des capacités de commerce électronique et de diffusion en direct.

Indonésie

Bank Indonesia : maintien du taux directeur à 6,25%

En juillet, Bank Indonesia (BI) maintient son taux directeur à 6,25% pour le troisième mois consécutif afin, notamment, de stabiliser la roupie face aux incertitudes mondiales persistantes. Les taux des facilités de dépôt et de prêt sont restés à 5,50% et 7,00%, respectivement. Dans son annonce, la BI anticipe que la Réserve fédérale américaine (Fed) commencera à réduire ses taux directeurs en novembre et prévoit une baisse de son propre taux au cours du T4. Aussi, la roupie s'est appréciée en juillet 2024, augmentant de 1,2% par rapport à la fin juin. Depuis fin décembre 2023, elle a perdu 4,9% de sa valeur, une dépréciation moins sévère que celle subie par le peso philippin, le baht thaïlandais et le won sud-coréen.

Défis d'approvisionnement en gaz naturel

L'Indonésie pourrait faire face à des difficultés pour sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel pour ses industries et ses ménages, alors que la production nationale diminue et que la demande projetée augmente. Le ministère de l'Industrie s'attend ainsi à un doublement de la demande industrielle au cours des six prochaines années. Le gouvernement a récemment prolongé le programme de subvention des prix du gaz naturel fixe (HGBT) pour certaines industries et envisage son extension à d'autres secteurs. Le ministre de l'Industrie a proposé d'augmenter la part de la production de gaz indonésienne réservée au marché domestique à 60% (contre 25% actuellement, en vertu de l'obligation établie par le Règlement du gouvernement n° 53/2017), mais aucune réglementation n'a encore été promulguée à ce sujet. Pour anticiper la hausse de la demande, le gouvernement envisage également d'autoriser les importations de gaz naturel liquéfié (GNL).

Excédent commercial modéré à 2,4 Mds USD en juin

L'Indonésie a enregistré en juin un excédent commercial de 2,4 Mds USD, en recul par rapport aux 2,9 Mds USD de mai. Cette réduction de l'excédent commercial s'explique par un recul plus marqué des exportations (-6,6%) par rapport aux importations (-4,9%) sur un mois. En particulier, le déficit commercial pétrolier et gazier s'est creusé à -2,0 Mds USD en raison d'une hausse des importations (+19%) couplée à une baisse des exportations (-13,2%). Les solides performances des exportations non-pétrolières et gazières (+4,2% sur un mois) ont été soutenues par les ventes de produits de base issus des ressources naturelles, tels que les huiles et graisses animales et végétales, ainsi que par celles de biens d'équipement, notamment les machines, les équipements électriques et leurs pièces.

Malaisie

Réduction de l'excédent commercial au S1-24

Les exportations en valeur n'ont augmenté que de 1,7% en juin en g.a. (contre +7,1% en mai en g.a.), s'établissant à 27,0 Mds USD, avec notamment une moindre demande en provenance de Singapour (3,0% en g.a.), de la Chine (-2,0% en g.a.) et de l'Union européenne (8,2% en g.a.). Le secteur électrique et électronique (42,2% du total), en particulier, enregistre une contraction de 1,6% en g.a. Le premier semestre se solde ainsi par une contraction de l'excédent commercial de 44,5% en g.a. (à 14,2 Mds USD) avec une hausse des exportations (156,7 Mds USD) limitée à 3,9% en g.a. quand les importations (126,1 Mds) ont progressé de 13,8% en g.a. Les secteurs électrique et électronique (38,5% des exportations) et pétrolier et gazier (16,0%) ont vu leurs ventes en valeur diminuer de 1,8% et 2,8% respectivement, la filière de l'huile de palme (7,1%) enregistrant de son côté une hausse de 4,1% en g.a. Les Etats-Unis (6,1% du total ; +12,1% en g.a.) ont été le principal contributeur à la croissance des exportations qui ont reculé vers la Chine (9,2% ; -3,1% en g.a.) et Singapour (7,9% ; -1,1% en g.a.). Leur montant est demeuré relativement stable en direction de l'Union européenne (3,9% ; +0,1% en g.a.). La Chine est restée le premier fournisseur de la Malaisie (11,6% de parts de marché) avec une hausse des importations de 16,9% en g.a., devant Singapour (6,3% ; +23,5% en g.a.), les Etats-Unis (4,1% ; +31,6% en g.a.), Taiwan (4,0% ; +23,8%) et l'Union européenne (3,8% ; +9,0% en g.a.).

Poursuite de la croissance de la production manufacturière en mai

Le ralentissement du rythme de croissance de la production industrielle en mai (+2,4% après +6,2% en avril, en g.a.) est essentiellement le fait de la baisse des activités d'extraction de pétrole et de gaz naturel (6,9% contre +10,0% le mois précédent, en g.a.). Les industries manufacturières ont en effet enregistré une hausse de 4,7% en g.a. après celle de 5,0% le mois précédent. La fabrication de produits électroniques en particulier a rebondi de 8,4% en g.a. (-1,4% en avril, en g.a.), croissance la plus importante réalisée depuis fin 2022, en lien avec la reprise de la demande. La génération d'électricité a également augmenté, de 4,2% en g.a. après 7,8% en g.a. en avril.

Implantation du nouveau bureau régional de MSH International pour l'Asie du Sud-Est

MSH International, filiale du groupe français de conseil et courtage en assurance et réassurance Diot Siaci, a annoncé le 16 juillet l'ouverture de son bureau régional à Kuala Lumpur en Malaisie comptant 28 premiers salariés, qui doit permettre de renforcer sa présence en Asie du Sud-Est. Spécialisée dans la conception et la gestion de solutions internationales d'assurance santé et prévoyance, MSH emploie plus de 1 400 personnes et compte plus de 700 000 assurés dans 193 pays et plus de 7 000 entreprises clientes en 2023.

Singapour

Réduction de l'excédent commercial au S1-2024

Les exportations de Singapour (hors réexportations et produits pétroliers) ont fait face à une cinquième baisse mensuelle consécutive en juin, chutant de 8,7% en g.a., une contraction plus forte que la baisse révisée de 0,7% de mai et la prévision des économistes d'une baisse de 1,3%. Les exportations de produits électroniques ont notamment chuté de 9,5%. DBS Bank reste optimiste quant aux expéditions de produits électroniques dans un contexte de demande technologique mondiale accrue, notamment avec les applications d'IA. La banque UOB suggère cependant un retard potentiel dans la reprise du secteur électronique à Singapour par rapport à la Corée du Sud et Taiwan. Au global, les expéditions singapouriennes (hors réexportations et produits pétroliers) vers des marchés clés comme les États-Unis et la Chine ont considérablement diminué (-21,3% et -11,2% respectivement en g.a. en juin dernier). Les exportations vers l'UE ont cependant enregistré une croissance de 6,2% sur la même période. Selon les économistes de MayBank, la congestion portuaire due aux perturbations du trafic maritime en Mer Rouge pourrait entraver temporairement la reprise des exportations. Au total, Singapour a enregistré un excédent commercial de 22,2 Mds USD au S1-2024, en baisse de 4,8 Mds par rapport au S1-2023. Sur cette période, les exportations ont progressé de 6% et les importations de 9%.

2,8 Mds USD de bénéfices nets pour la MAS

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé un revirement significatif avec un profit net de 3,8 Mds SGD (soit 2,8 Mds USD) pour l'exercice annuel clos le 31 mars, après une perte record de 30,8 Mds SGD (22,9 Mds USD) l'année précédente. Cela s'explique par des gains d'investissement à hauteur de 12,7 Mds SGD (9,5 Mds USD), provenant principalement des revenus d'intérêts, de dividendes et de plus-values. Le revenu total de la MAS s'est élevé à 25,2 Mds SGD (18,8 Mds USD), tandis que les dépenses totales - hausse des charges d'intérêts et autres emprunts - ont atteint 21,4 Mds SGD (15,6 Mds USD). Malgré ces bénéfices, la MAS n'a pas contribué au fonds consolidé du gouvernement, et son capital et ses réserves s'élevaient à 38,1 Mds SGD (28,4 Mds USD) au 31 mars.

Plus de 70% des recettes fiscales singapouriennes liées aux entreprises multinationales (EMN)

Singapour se classe au quatrième rang des économies les plus dépendantes des EMN pour les recettes fiscales tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés. Selon l'édition 2024 du « Corporate Tax Statistics report » de l'OCDE, les EMN ont contribué à 73% des recettes fiscales de la Cité-Etat en 2021. Cette dépendance s'est accrue, en particulier parmi les multinationales à capitaux étrangers. Malgré un taux légal d'impôt sur les sociétés de 17%, Singapour offre diverses incitations, abaissant les taux d'imposition effectifs, à l'instar de son régime de propriété intellectuelle pour promouvoir la R&D, dont l'imposition n'est que de 5%. Singapour prévoit de mettre en œuvre l'impôt minimum mondial de l'OCDE par le biais d'initiatives telles que la règle d'inclusion du revenu (RII) et la taxe complémentaire nationale (DTT) à partir de 2025 pour les entreprises multinationales générant plus de 750 M EUR de revenus mondiaux.

Vietnam

40,9 Mds USD collectés pour le budget de l'Etat au premier semestre selon le ministère des Finances

Ce montant correspond à 61% de l'objectif annuel et est en hausse de 17,7% par rapport au premier semestre 2023. Le ministère des Finances a souligné la nécessité de mesures supplémentaires pour aider les entreprises, accélérer le décaissement des investissements publics, et renforcer la gestion des collectes fiscales. Il a également mis l'accent sur l'importance de la transformation numérique, la lutte contre la fraude et la contrebande, et l'amélioration du cadre juridique pour des opérations financières stables et transparentes.

Investissements publics au S1-24 décaissés à hauteur de seulement 29,4% du plan fixé par le gouvernement

Seuls les ministères de la Construction (47,9%), de l'Agriculture (46,9%) et des Transports (41,2%) ont enregistré des taux élevés de décaissement d'investissements publics. Le Premier ministre a insisté sur l'importance de renforcer la gestion et la coordination pour accélérer la mise en œuvre de l'investissement public. Il a souligné que 2024 devait être une année décisive pour atteindre les objectifs d'investissement public, notamment pour le plan de 3 000 km d'autoroutes. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour améliorer les taux de décaissement et accélérer les investissements.

Fermeture de 64 bureaux de transaction de la Saigon Commercial Bank (SCB) depuis juin 2023

La SCB a été mise sous contrôle spécifique depuis octobre 2022, à la suite de l'arrestation de Truong Thi My Lan, présidente du groupe Van Thinh Phat. Il s'agit du plus gros scandale financier au Vietnam (cf. brèves économiques du 07/03/2024, du 17/04/2024 et du 16/05/2024).

Thaïlande

Confiance des industriels à son plus bas niveau depuis deux ans

L'indice de confiance des industriels thaïlandais s'est abaissé à 87,2 points en juin, son niveau le plus bas depuis 2 ans, après 88,5 points en mai. Pour la Federation of Thai Industries (FTI), cette baisse s'explique par une réduction des ventes, notamment dans les secteurs manufacturier et automobile, causée par la lenteur de la reprise économique et la faiblesse du pouvoir d'achat des thaïlandais handicapés par un haut niveau d'endettement. La FTI n'anticipe pas de remontée de l'indice dans les prochains mois en raison des tensions géopolitiques mondiales - qui affectent le commerce international - et, au niveau national, de politiques qui devraient impacter le coût du travail (notamment, introduction du salaire minimum à 400 baths).

Etude de faisabilité prévue pour les SMR

Le ministère de l'Energie a annoncé que les Small Modular Reactor (SMR) introduits dans le Power Development Plan (PDP) 2024 seraient soumis à une étude de faisabilité. Le PDP prévoit la mise en œuvre de 2 SMR de 300 MW chacun, entre 2024 et 2037. Le coût de l'électricité générée par ces SMR est aujourd'hui estimé à 3 baths par kWh en moyenne, ce qui est légèrement supérieur à ce qui peut être produit par de plus grosses centrales nucléaires. La Thaïlande se dit prête à l'installation de ces réacteurs car ils présentent l'avantage significatif de ne pas produire de pollution de l'air ou d'émissions carbone.

Financement supplémentaire pour le portefeuille numérique

La chambre des représentants a approuvé la proposition d'ajouter 3,4 Mds USD supplémentaires au budget fiscal 2024 afin de financer le projet du portefeuille numérique sans attendre le budget 2025, portant alors le budget total 2024 à 99,7 Mds USD. Les fonds prévus jusque-là pour le portefeuille provenaient pour 4,6 Mds USD du budget 2024 et pour 7,2 Mds USD du budget 2025. Le coût total du projet a été abaissé à 450 Mds de baths (12,5 Mds USD), devant couvrir au moins 90% des personnes éligibles. Pour mémoire, 50 millions de personnes sont concernées, correspondant aux thaïlandais de plus de 16 ans, disposant d'un revenu inférieur à 70 000 baths (1 933 USD) par mois et d'un dépôt bancaire de moins de 500 000 bahts (13 806 USD).

Philippines

Augmentation du service de la dette en 2024

Entre janvier et mai 2024, le gouvernement philippin a consacré 1 216 Mds PHP (20,8 Mds USD) au remboursement de sa dette, marquant une augmentation de 48,4% en glissement annuel (g.a.). L'amortissement représentait 73,6% du total, avec une hausse de 67,8% en g.a. Les remboursements intérieurs ont ainsi atteint 754,9 Mds PHP (12,9 Mds USD) et les remboursements extérieurs ont presque triplé, atteignant 140,3 Mds PHP (2,4 Mds USD). Les paiements d'intérêts ont également augmenté de 52,6% en g.a, s'élevant à 231,4 Mds PHP (3,9 Mds USD) pour la dette intérieure et 90,2 Mds PHP (1,5 Md USD) pour la dette extérieure. Cette augmentation est attribuée à une stratégie de réduction progressive de la dette publique pour maintenir la soutenabilité financière à long terme. À la fin du mois de mai 2024, le montant total de la dette publique philippine s'élevait à 15 350 Mds PHP (262,1 Mds USD), comprenant une dette intérieure de 10 442 Mds PHP (178,3 Mds USD) et une dette extérieure de 4 904 Mds PHP (83,7 Mds USD). Le gouvernement a fixé son programme de service de la dette à 1 911 Mds PHP (32,6 Mds USD) pour 2024, en accordant une priorité aux paiements d'amortissement.

Banque mondiale : financement de 1,2 Md USD pour deux projets visant à renforcer les écoles et la reprise

La Banque mondiale a approuvé un financement de 1,2 Md USD pour deux projets aux Philippines visant à assurer la sécurité et la résilience des écoles et à renforcer la reprise économique du pays. Le premier projet, doté de 500 M USD, finance la réparation, la réhabilitation, le renforcement et l'amélioration des écoles dans les régions les plus touchées par des catastrophes naturelles, notamment dans la Cordillera, Caraga, Luzon Centrale, Bicol, les Visayas, Davao et Soccsksargen. Ce projet bénéficiera à plus de 700 000 élèves, améliorant leur environnement d'apprentissage et leur permettant de poursuivre leur éducation malgré les dégâts causés par les catastrophes. Le second prêt, de 750 M USD, soutient des réformes visant à accroître les investissements dans les services publics et à attirer les investissements privés dans les infrastructures, en particulier le transport maritime intérieur, essentiel pour connecter les nombreuses îles de l'archipel. Il promeut également les énergies renouvelables, améliore la résilience climatique et soutient la réduction et le recyclage des déchets plastiques.

Cambodge

Reprise des exportations de textile

Elles sont en augmentation de près de 17% au premier semestre 2024 (par rapport à la même période de 2023). Vêtements, chaussures et articles de voyage reprennent le chemin des Etats-Unis et de l'Europe principalement. Les exportations passent donc de 5,3 à 6,2 Mds USD. Malgré un léger recul, les articles de textile au sens large restent la première source d'exportation du pays. Cette amélioration vient après la baisse de 13% en 2023, sauf l'influence d'une moindre demande américaine et européenne pour cause de difficultés économiques. L'année 2024 égalera-t-elle pour autant le niveau haut atteint en 2021, avec 11,2 Mds USD d'exportations ? Malgré la volonté

du gouvernement cambodgien, la diversification industrielle du pays ne se fait que lentement, avec le développement des exportations du secteur manufacturier dans le caoutchouc (en progression de 85% à 600 M USD au premier semestre) ou des produits électriques et électroniques (en baisse de 37,4% à 993 M USD). De fait, l'industrie textile représente encore près d'un million d'emplois et continue d'assurer près de la moitié des exportations du pays.

Secteur de la construction toujours au ralenti

Le Cambodge a approuvé 1 330 projets de construction au cours des cinq premiers mois de 2024, en baisse de 9% par rapport à la même période en 2023, alors même que cette année n'était pas bonne dans le secteur. Les projets couvrent une surface totale de 4,3 M m² (-22,6%), avec les montants investis de 1,8 Md USD (-20,2%). On note toutefois que les importations de matériaux de construction au cours de cette période ont bondi de 23,1% et la production nationale de ciment a augmenté de 4,7%, à 3,5 Mt. Le secteur continue de payer les difficultés sans fin qui affectent la construction et l'immobilier en Chine, pays qui fournissait environ 50% des investissements au Cambodge. Le marasme semblant persistant dans le secteur, la hausse des matériaux de construction pouvant correspondre à une légère reconstitution des stocks. L'évolution dans les prochains mois devrait donc être suivie avec attention. Pour mémoire, le secteur de la construction a attiré des investissements de 9,3 Mds USD en 2019, avec 4 446 projets approuvés. En 2023, le nombre de projets approuvés était de 3 207 pour les montants investis de 5,5 Mds USD.

Renforcement des indications géographiques

Le ministère du Commerce et la FAO ont conjointement lancé, le 1^{er} juillet, un projet de renforcement du régime des indications géographiques (IG) dans une optique de développement durable au Cambodge. Financé par la FAO à hauteur de 100 000 USD, le projet sera mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2025. Il offrira aux ministères et institutions concernés, au secteur privé et aux partenaires de développement la possibilité de renforcer la coopération, de développer les capacités et de résoudre les problèmes communs pour renforcer la chaîne de valeur des produits bénéficiant d'une IG. L'IG est à la fois un outil de propriété intellectuelle, qui joue un rôle important dans la promotion de l'entrepreneuriat et le développement des communautés agricoles, et un moyen de reconnaître des savoir-faire, qui favorisent une augmentation des revenus des communautés et un renforcement de la compétitivité. Cela contribue au développement social, économique, culturel et touristique des zones de production. Le ministère du Commerce développe des IG depuis 2007, avec en particulier le soutien de la France, via l'AFD. À ce jour, le Cambodge a enregistré sept IG : poivre de Kampot, sucre de palme de Kampong Speu, pomelo de Koh Trong, miel sauvage du Mondulkiri, sel de Kampot-Kep, sauce de poisson de Kampot-Kep et homard d'eau douce de Takéo.

Laos

Changement de tête à la banque centrale

Nommé gouverneur il y a deux ans, Bounleua Sinxayvoravong vient d'être remercié et assigné à d'autres fonctions. Le ministre des Finances l'a vivement critiqué devant l'Assemblée nationale pour n'avoir pas été en mesure de reconstituer les réserves de changes du pays. À 1,8 Md USD, elles ne représentent, en effet, qu'à peine plus de 3 mois d'importations - en incluant les apports résultant de l'accord de swap signé avec la banque centrale chinoise en 2021. Dotée d'une excellente réputation, anglophone et fille d'un ancien ministre de la santé, il n'est pas sûr que Mme Vathana Dalaloy puisse mieux réussir. C'est que l'équation est bien difficile à résoudre. Le pays est tombé dans le piège de la dette. Cette dernière s'élève à environ 120% du PIB. Plus de la moitié est due à la Chine et plus de la moitié est libellée en dollar américain. Avec la dépréciation continue du kip, la dette augmente mécaniquement et on voit mal comment le pays pourra faire face à ses engagements, avec des remboursements annuels de l'ordre de 7-8% du PIB. Et, pour des raisons structurelles comme conjoncturelles, le déficit commercial laotien tend à s'accroître ; et l'inflation à rester stable, à plus de 25%. Dans ce contexte, toutes les mesures prises par les autorités pour que les recettes du commerce extérieur intègrent le système bancaire et restent au pays semblent sans effet.

Vietjet fera sa maintenance au Laos

Ayant réalisé son premier vol en 2011, la compagnie privée à bas-coût vietnamienne Vietjet Air et sa filiale thaïlandaise possèdent une flotte de près de 100 A320/321, de 7 A330 300 ainsi que d'environ 200 B737 à livrer à compter de cette année. Elle recourt majoritairement à des prestataires extérieurs pour assurer la maintenance et l'entretien de ses appareils (MRO). Pour optimiser encore ses coûts et créer un nouveau centre de profit, l'entreprise souhaite assurer sa propre MRO et offrir des prestations à des tiers. Après avoir loué un premier hangar à Vientiane et ouvert une ligne entre Vientiane et Ho Chi Minh-Ville fin 2023, elle vient de signer un accord avec l'aviation civile laotienne en ce sens. À la clef, la promesse de créer jusqu'à 2500 emplois. La compagnie vietnamienne, très proche des autorités, semble également avoir développé de relations étroites avec les autorités laotiennes ; cette signature intervient à l'occasion de la visite du président vietnamien au Laos. Vietjet Air a préparé cette évolution depuis plusieurs années déjà. Pour mémoire, elle avait signé un accord de partenariat stratégique avec Safran - comprenant de la formation de personnels techniques en vue de développer ses capacités de MRO - en novembre 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr